



**18^{ème} Réunion du Conseil
d'Administration de TRANSCO CLSG**

Rapport Final

Abidjan, le 22 Novembre 2018

I. INTRODUCTION

1. La Société de Transport d'Electricité Régionale « TRANSCO CLSG » a tenu sa dix-huitième réunion de Conseil d'Administration à son siège à Abidjan, le 22 novembre 2018.
2. Les membres du Conseil d'Administration ont pris part à cette réunion.
3. La liste des participants est jointe en Annexe A du présent Rapport.
4. Après vérification, il a été noté que le quorum est atteint et que, par conséquent, le Conseil d'Administration pouvait valablement siéger et délibérer.
5. Le Président du Conseil d'Administration (PCA) M. Amidou Traoré, Directeur Général de CI-ENERGIES, a présidé la réunion.
6. Suite à l'allocution d'usage et de bienvenue du PCA, l'ordre du jour ci-après a été adopté à l'unanimité :
 - a) Examen et adoption du Rapport de la 17^{ème} Réunion du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG ;
 - b) Présentation et adoption du Rapport intérimaire de 2018 du Directeur Général ;
 - c) Présentation et adoption des recommandations de la 7^{ème} Réunion du Comité Audit et Bonne Gouvernance du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG ;
 - d) Présentation et adoption des recommandations de la 9^{ème} Réunion du Comité Technique du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG ;
 - e) Présentation et adoption des recommandations de la 9^{ème} Réunion du Comité Finance et Administration du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG ;
 - f) Signature des Résolutions.

II. RESULTATS DE LA REUNION

Point A : Examen et adoption du Rapport de la 17^{ème} Réunion de TRANSCO CLSG.

7. Après examen et amendement, le Rapport de la 17^{ème} réunion du Conseil d'Administration tenue à Abidjan le 25 juin 2018 a été adopté.

Point B : Présentation et adoption du Rapport Intérimaire du Directeur Général de 2018.

8. Le Directeur Général de TRANSCO CLSG a fait une présentation de son Rapport intérimaire d'activités de 2018 qui a été suivie par une autre présentation relative au Projet CLSG se déclinant en quatre (4) parties à savoir : l'étendue du Projet CLSG ; l'avancement des travaux des contrats clés en main ; les difficultés de mise en œuvre ainsi que la projection de mise en service.
9. Le Conseil a noté que des progrès significatifs ont été réalisés durant la période considérée. En effet, la mise en œuvre du projet d'interconnexion CLSG est bien avancée avec notamment la livraison des équipements sur les sites de construction. Les activités de construction sur le terrain continuent de progresser à vive allure dans tous les quatre pays membres.
10. Onze (11) contrats clés en main sur un total de treize (13) ont été signés et sont entrés en vigueur. Les deux (2) contrats restants concernent le SCADA à Abidjan et l'étude pour la régulation de fréquence. Le contrat SCADA à Abidjan devrait être conclu avec Alstom

d'ici la fin du mois de mars 2019 et le processus de passation des marchés pour les études de régulation de fréquence sera lancé au début 2019.

11. Le premier pylône de la ligne de transmission a été érigé en Sierra Leone le 24 septembre 2018 par Kalpataru, l'entreprise en charge de la construction du tronçon de la ligne de transport de Bikongor à Yiben. Par ailleurs, UTE Elecnor-Eiffage qui construit la ligne de transport d'énergie reliant Yekepa à Buchanan a érigé le premier pylône au Libéria en novembre 2018. D'autres pylônes sont en cours de construction dans les deux pays.
12. Le Conseil d'Administration a pris note qu'en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et du Plan d'Action pour la Réinstallation (PAR), un déficit de financement pour les activités y afférentes a été identifié au cours de l'année. Aussi, avec l'approbation du Conseil, la Direction a utilisé des soldes disponibles afin de procéder à la compensation des PAPs. Ainsi, la compensation des PAPs en Sierra Leone a été lancée en février 2018.
13. De surcroît, des compensations ont été effectuées dans tous les autres pays CLSG, ce qui a entraîné le transfert des sites aux entreprises de construction sur une distance de 467 km sur 1303 km. Pour la Côte d'Ivoire, la compensation des PAPs pour la totalité des 117 km a été entièrement faite et le corridor mis à la disposition de l'entreprise Bouygues.
14. Il a été porté à la connaissance du Conseil que s'agissant de la compensation des PAPs pour les emplacements des postes, le site du poste de Man et ceux des quatre postes du Libéria ont été cédés aux entreprises de construction. Quant à la Sierra Leone et la Guinée, respectivement trois (3) sites sur cinq (5) et un (1) site sur deux (2) ont été cédés aux entreprises de construction.
15. En outre, la Direction de TRANSCO CLSG a signé des Protocoles d'Accord avec les Agences de Protection Environnementale (APE) pour la mise en œuvre de programmes de surveillance de l'environnement dans chaque pays. Tous les APE ont déjà lancé des activités de surveillance de l'environnement et le processus est bien avancé dans chaque pays. De même, des programmes de reboisement ont été entamés depuis avril 2018 et déjà 86 hectares de terres ont été replantés en Côte d'Ivoire et en Guinée.
16. Le Conseil d'Administration a noté que la Direction de TRANSCO CLSG continue de faire participer les Bailleurs de Fonds à des réunions de coordination afin de discuter des questions techniques et d'autres questions stratégiques liées au projet. Des vidéoconférences et des audioconférences se sont déroulées ainsi que la récente réunion des Bailleurs qui s'est tenue à Conakry du 15 au 17 octobre 2018.
17. Il a été rappelé au Conseil qu'avec l'appui des gouvernements du Libéria et de la Sierra Leone, la Direction de TRANSCO CLSG a pu faire signer et ratifier des Accords de Financement pour combler le déficit de financement. C'est ainsi que des Accords de Financement ont été conclus entre la Banque Mondiale et la Sierra Leone ainsi que le Libéria. Lesdits Accords qui ont été respectivement ratifiés en juillet et en septembre 2018, sont entrés en vigueur en octobre 2018. Le Conseil a également été informé que le financement additionnel de la KfW qui s'élève à 18 millions d'euros avait également été signé en novembre 2018.
18. En outre, le déficit de financement des apports en capital a également été comblé par une augmentation du capital social. Suite à l'approbation du Conseil, l'appel à contributions supplémentaires a été envoyé aux actionnaires en octobre 2018. Le Conseil a noté que CI-

Energies avait versé un montant de 100 000 000 FCFA au titre de sa contribution pour 2019.

19. Le Conseil d'Administration a également pris note que compte tenu des progrès réalisés en matière d'approvisionnement et de mise en œuvre des contrats EPC, les décaissements de fonds au Projet ont augmenté de 67,5% passant de 100,9 millions de dollars US au 31 décembre 2017 à 169 millions de dollars US à fin septembre 2018.
20. Le Conseil d'Administration a noté que la Direction de TRANSCO CLSG a entamé le processus de recrutement de l'Opérateur pour l'exploitation et la maintenance (E&M) et que la Banque Mondiale a manifesté son intérêt à envisager de financer cette activité en utilisant les soldes disponibles dans le financement existant du Projet CLSG. Les coûts pour l'Opérateur E&M sont estimés à neuf (9) millions de Dollars US pour la première année.
21. Le Conseil d'Administration a été informé que TRANSCO CLSG est institutionnellement fonctionnel avec les ressources nécessaires, y compris le personnel, les installations de bureau et les documents institutionnels en place. En effet, depuis l'établissement de son siège à Abidjan, la mise en place institutionnelle de la société est conforme aux normes internationales.
22. Le Conseil d'Administration a noté que sur le plan de la gestion administrative, la Direction s'est dotée d'un logiciel de gestion de documents basé sur le Web, déployé à tous les niveaux de la société, dans le but d'améliorer le flux de travail, réduire les retards et sauvegarder les archives de la société (archives numériques). Cela marque le début du processus d'automatisation et de réduction des dépenses.
23. S'agissant de la gestion des Ressources Humaines, soixante-dix-sept (77) consultants ont été recrutés à ce jour au sein de la société TRANSCO CLSG. Le poste de responsable des finances, qui était le dernier poste clé à pourvoir durant la période de construction, a été pourvu en mars et le nouveau recruté a pris fonction en avril 2018. Le Conseil a également été informé de ce que les effectifs actuels correspondent à ceux prévus dans le Business Plan développé en 2012.
24. Le Conseil d'Administration a relevé que dans le cadre du processus de suivi et d'amélioration des performances du personnel, un exercice d'évaluation du personnel pour 2018 est en cours. La Direction de TRANSCO CLSG élabore également un plan de renforcement des capacités pour 2019. Ce plan présentera la feuille de route afin d'identifier les lacunes en compétences qui devraient être comblés au fur et à mesure de la transition de la phase de construction à la phase opérationnelle.
25. Le Conseil d'Administration a également noté que sur le plan des activités d'audit, l'auditeur interne et le coordonnateur environnemental ont effectué une mission d'audit commune sur les activités de Tractebel Engineering. L'objectif était d'évaluer le niveau de conformité de Tractebel à ses obligations contractuelles en termes de mobilisation d'experts clés sur les chantiers de construction des pays CLSG, ainsi que la fourniture d'installations/de bureaux terrains sur les sites de TRANSCO CLSG.
26. Par ailleurs, le contrat avec Price Waterhouse Coopers (PwC) Côte d'Ivoire (l'auditeur externe pour la période 2015-2017) a expiré en juin 2018 après l'approbation et la signature des états financiers de 2017. La Direction de TRANSCO CLSG a lancé le processus de recrutement d'un nouvel auditeur externe en août 2018 pour l'audit des états financiers de

2018 à 2020. Le processus de recrutement du nouvel auditeur externe prendra fin d'ici mars 2019 et la nomination de ce dernier sera approuvée par le Conseil et les Actionnaires en mars 2019.

27. A l'issue des présentations, le Conseil d'Administration a rappelé la nécessité pour la Direction de TRANSCO CLSG de travailler en étroite collaboration avec les sociétés membres pour mettre en œuvre les recommandations de la Task Force à savoir la connexion des projets nationaux identifiés au réseau CLSG quand la construction de la ligne sera achevée. Pour mémoire, la Task Force avait été mise en place pour soutenir les pays dans leurs efforts de raccordement de leurs réseaux nationaux à la ligne CLSG.
28. Le Conseil d'Administration a, après avoir félicité la Direction de TRANSCO CLSG, adopté le Rapport d'activités intérimaire de 2018 du Directeur Général.

Point C : Présentation et Adoption des Rapports des Comités du Conseil d'Administration.

a) Le Comité Audit et Bonne Gouvernance

29. Le Président du Comité Audit et Bonne Gouvernance a présenté le Rapport du Comité qui a consisté en l'adoption du Rapport d'audit interne pour la période de juillet à octobre 2018, du Plan d'audit pour l'année 2019 et la mise à jour relative au recrutement de l'auditeur externe pour l'audit des états financiers de 2018, 2019 et 2020.
30. Le Conseil d'Administration a noté que s'agissant du rapport d'audit interne pour la période de juillet à octobre 2018, le Rapport de l'auditeur interne couvre les points suivants : le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du Projet CLSG ; les activités de mobilisation et de supervision de l'Ingénieur Conseil (TRACTEBEL) ; les Technologies Informatiques et Systèmes d'Information ; et l'Information Financière.
31. Le Conseil d'Administration a relevé qu'à l'examen du rapport d'audit interne, il ressort que :
- La Direction de TRANSCO CLSG a pris des mesures importantes pour gérer les risques liés à la mise en œuvre du Projet CLSG ;
 - Les politiques liées au système informatique sont sous forme de projets, il faudrait accélérer leur préparation et leur approbation ;
 - Les rapports d'audit doivent être communiqués à temps aux membres du Comité Audit et Bonne Gouvernance ;
 - Le rapport d'audit interne a été préparé conformément aux normes de l'Institut de l'Audit Interne (IIA).
32. Le Conseil d'Administration a également noté que l'auditeur interne avait élaboré un Plan d'audit interne pour l'année 2019 fondé sur les risques, assorti du budget pour la mise en œuvre des activités d'audit.
33. S'agissant de la mise à jour relative au recrutement de l'auditeur externe pour les exercices 2018, 2019 et 2020, le Conseil d'Administration a noté que les six (6) entreprises pré-qualifiées sur un total de 22 entreprises ayant soumis leurs manifestations d'intérêt ont été invitées à soumettre leurs offres technique et financière pour cette mission. Le Conseil a relevé que la Direction de TRANSCO CLSG doit être attentive au calendrier serré fourni

pour mener le processus de recrutement de l'Auditeur Externe afin de permettre que les comptes soient audités et les états financiers certifiés au plus tard le 30 juin 2019.

34. Le Conseil a, après examen, adopté le Rapport du Comité Audit et Bonne Gouvernance du Conseil d'Administration et ses annexes notamment le Rapport de l'auditeur interne, le Plan d'audit interne pour l'année 2019 et la mise à jour relative au recrutement de l'auditeur externe.

b) Le Comité Technique

35. Le Président du Comité Technique a présenté le Rapport du Comité qui a consisté à faire le point sur l'avancement du Projet CLSG, la connexion de la ligne CLSG aux réseaux nationaux ainsi que l'adoption des Termes de Référence (TdR) pour le recrutement de l'exploitant du réseau.
36. Le Conseil d'Administration a noté que l'avancement global du Projet était de 15% contre une prévision de 48%. Les raisons de ce retard sont dues : à la mauvaise performance de certains consultants en charge de la consolidation des données du PAR ; à la durée de l'approbation par les Bailleurs de fonds des rapports de la consolidation des données du PAR et des paiements des indemnisations; au retard dans la mise à disposition par TRANSCO CLSG aux entreprises ; à la performance de certaines entreprises ainsi qu'à la mauvaise qualité des études soumises par certaines d'entre elles ; à la durée de l'approbation des études par l'Ingénieur Conseil ; au retard dans la fabrication d'équipements et enfin à la forte saison des pluies au Libéria et en Sierra Leone qui pourrait affecter les travaux de génie civil.
37. Aussi, le Conseil a été informé que face à cette situation, une série de réunions bilatérales a été organisée du 29 octobre au 5 novembre 2018 avec chacun des contractants pour discuter des différents enjeux et difficultés à l'origine de ce retard et prendre des mesures correctives en vue d'une mise en service diligente du Projet dans le respect du calendrier. Suite à ces échanges, toutes les entreprises se sont engagées à actualiser leurs calendriers de mise en œuvre du Projet afin d'assurer la mise en service des ouvrages de septembre 2019 à mars 2020.
38. Le Conseil d'Administration a pris connaissance des TdR relatifs au recrutement de l'exploitant du réseau de TRANSCO CLSG. Dans la présentation des TdR, l'accent a été mis sur :
- L'état d'avancement du processus de recrutement ;
 - Le contenu du contrat de l'exploitant et la description des services attendus ;
 - La structure des coûts du contrat ;
 - Les exigences de performance ;
 - La période de formation et de transfert de l'ensemble des activités d'exploitation et de maintenance à TRANSCO CLSG ;
 - Les exigences de maintenance ;
 - La Politique Qualité Santé Sécurité et Environnement (QSSE) ;
 - L'estimation du coût des services d'exploitation et de maintenance par an ;
 - Le calendrier de recrutement de l'exploitant.
39. Le Conseil d'Administration a noté que la mobilisation de l'exploitant du réseau est prévue en août 2019 pour un contrat de quatre (4) ans. Le coût de fonctionnement de l'exploitant est estimé à environ 9 millions de dollars/an.

40. Par ailleurs, le processus de recrutement de l'exploitant est basé sur les directives de la Banque Mondiale relatives au recrutement des structures de gestion. Le processus comportera deux (2) phases : la pré qualification et un appel d'offres.
41. Le Conseil d'Administration a noté que le recrutement d'experts locaux dans les quatre pays devrait être l'une des principales exigences en termes de recrutement du personnel afin de s'assurer que TRANSCO CLSG puisse retenir ces experts locaux à l'expiration du contrat de l'exploitant.
42. Le Conseil d'Administration a noté que s'agissant des Etudes des connexions de la ligne CLSG aux réseaux nationaux HT/MT, la Task Force a présenté au Comité technique l'état d'avancement des préparatifs des études de faisabilité et indiqué que des données supplémentaires sont nécessaires à la poursuite de ces études. A la suite de la réunion tenue en octobre 2018, les pays se sont engagés à conduire les études topographiques ainsi que les études d'impact environnemental et social d'ici fin décembre 2018.
43. Le Conseil d'Administration a encouragé la Task Force à accélérer, en étroite collaboration avec les pays, le traitement de toutes les demandes en attente afin de finaliser les études de faisabilité dans les meilleurs délais.
44. Le Conseil d'Administration a, après examen, adopté le Rapport du Comité Technique du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG. Le Conseil a approuvé les Termes de Référence (TdR) relatifs au recrutement de l'exploitant du réseau sous réserve de la prise en compte, dans la finalisation des TdR, des critères de performance, des procédures d'exploitation, du transfert de compétences et de technologie.

c) Le Comité Finances et Administration

45. Le Président du Comité Finances et Administration a présenté le Rapport dudit Comité. Le Rapport du Comité est axé autour de trois (3) points à savoir la présentation et l'examen du rapport de gestion financière du troisième trimestre clos au 30 septembre 2018, la présentation et l'examen des états financiers pour la période de neuf (9) mois clôturés au 30 septembre 2018 et la présentation et l'examen du budget annuel et programme de travail de l'année 2019.
46. Le Conseil d'Administration a noté que s'agissant du rapport de gestion financière du troisième trimestre clos au 30 septembre 2018 et des états financiers pour la période de neuf (9) mois clôturés au 30 septembre 2018 le total des immobilisations est passé de 94,4 millions de dollars US au 31 décembre 2017 à 149,2 millions de dollars US au 30 septembre 2018 et reflète l'augmentation des dépenses effectuées dans le cadre des contrats clés en main découlant des progrès importants réalisés dans la construction de la ligne de transport.
47. En outre, les passifs à long terme comprenant des prêts, des subventions et des avances provenant des Bailleurs de fonds ont également augmenté de manière significative, passant de 106,4 millions de dollars US à 166,3 millions de dollars US et reflètent l'augmentation de décaissements des Bailleurs de fonds au titre du Projet.
48. Toutefois, les capitaux propres négatifs sont également passés de 12 millions de dollars US au 31 décembre 2017 à 17,5 millions de dollars US au 30 septembre 2018 et s'explique par le fait que la société ne génère pas de revenus pendant la période de construction.

49. Le Conseil d'Administration a également noté que les recettes totales de janvier à septembre 2018 s'élèvent à 48,7 millions de dollars US dont 9,8 millions de dollars US de la Banque Mondiale, 2,8 millions de dollars US de la Banque Africaine de Développement, 36,1 millions de dollars US de la Banque Européenne d'Investissement et 0,07 million de dollars US provenant de la subvention de l'IDA à l'EEEOA.
50. Le Conseil d'Administration a relevé que les dépenses totales pour la période de janvier à septembre 2018 s'élèvent à 48,6 millions de dollars US dont 42 millions de dollars US de dépenses pour la construction de la ligne de transport et 1,3 million de dollars US pour les dépenses de fonctionnement de TRANSCO CLSG et de l'Ingénieur Conseil Phase II. Le taux d'exécution budgétaire global de janvier à septembre 2018 est de 62,2%.
51. Suite à l'approbation donnée par le Conseil d'administration en juin 2018 relatif à l'augmentation du capital social de 4 à 8 millions de dollars US afin de mobiliser les fonds additionnels de 3,8 millions de dollars US nécessaires pour combler le déficit de financement sur la période 2018-2020, le Conseil d'Administration a noté que le montant additionnel de 4 millions de dollars US sera mobilisé sur la base d'une contribution à part égale des actionnaires en fonction des besoins budgétaires annuels et que cette augmentation de capital social devra être soumise à l'approbation des Actionnaires.
52. Afin d'alléger la charge du paiement des contributions par les actionnaires, le Conseil a approuvé la proposition de la Direction de TRANSCO CLSG visant à permettre aux actionnaires de verser les fonds additionnels en fonction des besoins budgétaires annuels présentés.
53. Le Conseil d'Administration a, enfin, retenu que le Budget de 2019 de TRANSCO CLSG se chiffre à un montant de 181,643 millions de dollars US dont 164,4 millions destinés aux dépenses de construction de la ligne, 6,3 millions à la mise en œuvre du PGES et du PAR incluant l'indemnisation des PAP, 4,2 millions au contrat de l'Ingénieur-Conseil et 6,7 millions de dollars US au fonctionnement de TRANSCO CLSG.
54. Le Conseil d'Administration a, après examen, adopté le Rapport du Comité Finances et Administration du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG et a par conséquent approuvé le Budget annuel 2019 (181,643 millions de dollars US) ainsi que le plan de travail y afférent.

Point E: Examen et adoption des Résolutions.

55. Le Conseil d'Administration a, après délibérations sur les différents sujets abordés à l'ordre du jour, pris les Résolutions suivantes, jointes à l'Annexe B :
- ⇒ **Résolution TRANSCO CLSG/CA/82/RES.22/11/2018** portant adoption du Rapport de la 17^e Réunion du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG.
 - ⇒ **Résolution TRANSCO CLSG/CA/83/RES.22/11/2018** portant adoption du Programme de Travail et Budget de 2019 de TRANSCO CLSG.
 - ⇒ **Résolution TRANSCO CLSG/CA/84/RES.22/11/2018** portant adoption des Rapports des Comités Technique Finance et Administration Audit et Bonne Gouvernance.

⇒ **Résolution TRANSCO CLSG/CA/85/RES.22/11/2018** portant adoption des Termes de Référence relatifs au recrutement de l'exploitant du réseau de TRANSCO CLSG.

III. REMERCIEMENTS

56. Les Membres du Conseil ont félicité le Directeur Général de TRANSCO CLSG et son équipe pour la parfaite organisation des réunions et l'ont remercié pour l'accueil chaleureux dont ils ont été l'objet.
57. Le Président du Conseil d'Administration a remercié les participants et les a encouragés à maintenir et à renforcer leurs efforts en vue de la mise en œuvre rapide du Projet.
58. Les participants à la dix-huitième Réunion du Conseil d'Administration de TRANSCO CLSG ont exprimé leur profonde gratitude au Peuple et au Gouvernement ivoiriens et en particulier à son Excellence, Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont ils ont été l'objet durant leur séjour à Abidjan.

Fait à Abidjan, le 25 mars 2019

Le Président
Amidou TRAORE



MOTION DE REMERCIEMENT

LA DIX-HUITIEME REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE REGIONALE CLSG TENUE A ABIDJAN LE 22 NOVEMBRE 2018 EXPRIME SA SINCERE GRATITUDE A **SON EXCELLENCE, ALASSANE OUATTARA**, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE, AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE IVOIRIENS POUR LA CHALEUREUSE HOSPITALITE DONT LES PARTICIPANTS ONT BENEFICIE DURANT LEUR SEJOUR.

ANNEXE A
LISTE DES PARTICIPANTS

ANNEXE B

RESOLUTIONS